ÉLYSÉE CONSEILS · PROJET 2027

L’État numérique
État des lieux 2026

Numérisation de l’État et des services publics : qui fait quoi, briques techniques retenues, calendrier des chantiers, forces et fragilités

Chiffres, schémas et sources

Réussir ensemble

Document de travail · octobre 2026 · version 2

> **Projet 2027** est la rédaction d’un programme pour la présidentielle 2027. Open source, ce programme est mis à disposition de tous les candidats à la présidentielle.

Règle de méthode : constat strictement factuel, chiffres datés et sourcés. Sources principales : Cour des comptes, DINUM, ANSSI, ministère de l’Intérieur, DGFiP, Insee, Défenseur des droits, Sénat, Assemblée nationale, Commission européenne.

Mode d'emploi

Ce dossier dresse l'état des lieux de la numérisation de l'État et des services publics en France à l'automne 2026 : qui pilote quoi, avec quels moyens, quelles briques techniques ont été retenues, quels chantiers sont en cours et à quelle échéance, ce qui fonctionne et ce qui reste fragile. Chaque chapitre commence par un graphique, se lit en deux ou trois pages et se termine par « Nos affirmations ». Il s'agit d'un **constat** : les propositions du Projet 2027 feront l'objet d'un document séparé. Cette version 2 intègre les rapports d'activité 2024 et 2025 de la direction interministérielle du numérique (DINUM).

CHIFFRE CLÉ

45 millions : nombre d'utilisateurs de FranceConnect revendiqué par la DINUM en mai 2026, pour plus de 1 800 services accessibles avec un identifiant unique.

À SAVOIR

Les chiffres sont datés et sourcés sous chaque graphique et chaque tableau. Les valeurs publiées sous la forme « plus de » sont reprises telles quelles. Les calculs propres à Élysée Conseils sont signalés comme tels.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous fondons chaque phrase forte sur un chiffre présenté dans le chapitre. Exemple de format : ce que l'État a promis, ce qu'il a livré, l'écart entre les deux. »

RÈGLE DE MÉTHODE

Sources institutionnelles primaires en priorité (Cour des comptes, DINUM, ANSSI, ministère de l'Intérieur, DGFiP, Insee, Défenseur des droits, Parlement, Commission européenne). Lorsque seule la presse spécialisée rend compte d'une donnée publique (rapport annuel, audition, communiqué), elle est citée avec la date. Les points en cours de vérification sont signalés comme tels.

Sommaire

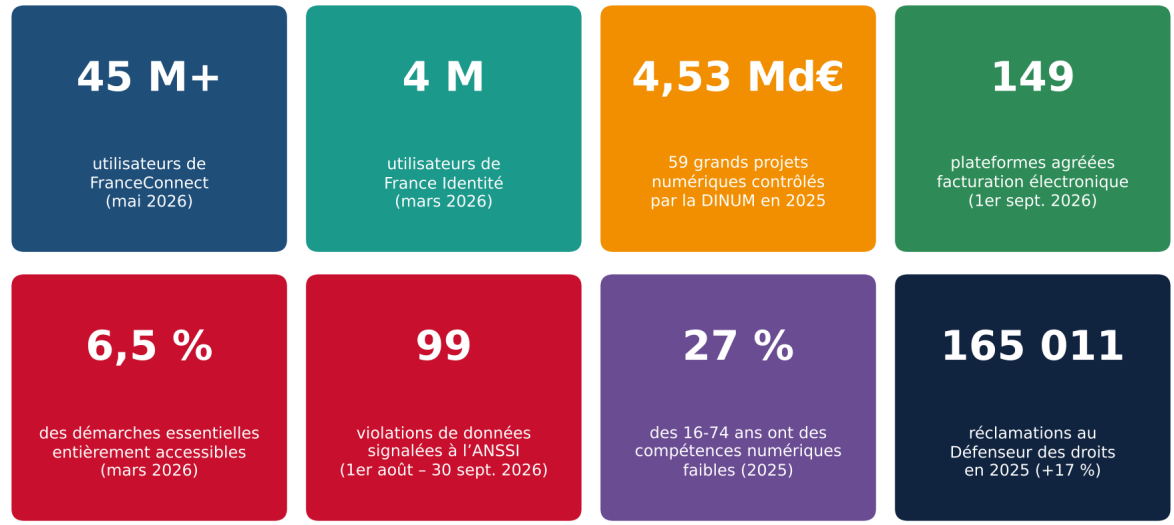
01 L'essentiel en une page
02 Carte d'identité de l'État numérique
03 Qui décide quoi
04 Qui paie quoi
05 Les personnels du numérique
06 Les résultats : usages et qualité
07 Points forts
08 Points faibles
09 Les solutions techniques retenues
10 Calendrier des chantiers en cours
11 Ce que disent les rapports d'activité de la DINUM
12 Ce que les rapports ne disent pas
13 Souveraineté et cloud
14 L'intelligence artificielle dans l'État
15 Cybersécurité de l'État
16 Inclusion et accès aux droits
17 La carte territoriale
18 L'outre-mer
19 Comparaisons internationales
20 Le dialogue avec les parties prenantes
21 Le tableau de bord de l'existant
22 Questions fréquentes

23 Les chiffres à retenir
Lexique des sigles
Sources

01 L'essentiel en une page

L'essentiel : une identité numérique massive, des fragilités visibles

Huit chiffres pour situer l'État numérique en France — dernières données publiées



Source : DINUM ; ministère de l'Intérieur ; DGFiP ; Observatoire de l'accessibilité ; ANSSI (REACTIV) ; Insee ; Défenseur des droits

- **L'identité numérique est un succès d'usage.** FranceConnect revendique plus de 45 millions d'utilisateurs (mai 2026) ; France Identité, adossée à la carte d'identité électronique, atteint 4 millions d'utilisateurs (mars 2026) avec le niveau de sécurité européen « élevé ».
- **Le pilotage est en recomposition.** Après la cyberattaque contre l'Agence nationale des titres sécurisés, le Gouvernement a annoncé le 30 avril 2026 une autorité numérique de l'État (ARIANE), issue de la DINUM et articulée avec la DITP et l'ANSSI. Le décret est en préparation (octobre 2026).
- **Les dépenses sont élevées et peu consolidées.** L'État consacre 4,2 milliards d'euros par an au numérique hors opérateurs ; les 59 grands projets contrôlés par la DINUM en 2025 représentent 4,53 milliards d'euros, contre 45 projets et 3,31 milliards d'euros un an plus tôt.
- **La souveraineté progresse par à-coups.** Messagerie Tchap obligatoire depuis septembre 2025, Visio généralisée d'ici 2027, Health Data Hub en cours de migration de Microsoft vers Scaleway — mais deux clouds interministériels restent sous-utilisés selon la Cour des comptes.
- **La sécurité est le point de rupture de 2026.** 99 violations de données signalées à l'ANSSI entre le 1er août et le 30 septembre 2026, dont 67 confirmées ; piratage de la DGFiP exposant 700 000 personnes.
- **L'intelligence artificielle reste un outil pour les agents, pas un levier de construction.** 10 000 agents testent l'Assistant IA depuis octobre 2025 ; les rapports de la DINUM ne disent rien de l'usage de l'IA pour concevoir, tester ou sécuriser les logiciels de l'État.
- **L'accès aux droits reste inégal.** 6,5 % seulement des démarches essentielles sont entièrement accessibles (objectif : 100 % en 2026) ; 27 % des 16-74 ans ont des compétences numériques faibles ; les réclamations au Défenseur des droits ont progressé de près de 70 % depuis 2020.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que la France sait faire adopter un outil numérique par 45 millions de personnes, mais ne sait toujours pas garantir qu'une démarche essentielle sur quinze soit accessible à tous. »

« Nous constatons qu'il a fallu une série de fuites de données pour que l'État décide de doter son numérique d'une véritable autorité. »

02 Carte d'identité de l'État numérique

Le numérique public français repose sur un socle interministériel (identité, échange de données, outils des agents, hébergement) et sur les systèmes d'information propres à chaque ministère et opérateur. Le tableau ci-dessous rassemble les repères chiffrés les plus récents.

Repères chiffrés — automne 2026

Indicateur	Valeur	Date et source
Utilisateurs de FranceConnect	plus de 45 M	mai 2026 — DINUM
Connexions annuelles à FranceConnect	500 M (+20 %)	2025 — rapport annuel DINUM
Utilisateurs de FranceConnect+	11 M	2025 — rapport annuel DINUM (19 M de connexions en trois ans)
Utilisateurs actifs mensuels de ProConnect (agents)	394 000	2025 — rapport annuel DINUM
Services accessibles via FranceConnect	plus de 1 800	2026 — France Identité / DINUM
Confiance des Français dans FranceConnect	79 %	juin 2024 — DINUM
Utilisateurs de France Identité	4 M	mars 2026 — ministère de l'Intérieur
Procurations de vote 100 % en ligne (municipales)	près de 79 500	mars 2026 — Banque des Territoires
Dépenses numériques de l'État hors opérateurs	4,2 Md€ / an	2026 — audition des ministres (Assemblée nationale)
Grands projets numériques suivis par la DINUM	59 projets, 4,53 Md€	2025 — rapport annuel DINUM (45 projets, 3,31 Md€ en 2024)
Agents du numérique de l'État (ETP)	58 461	2022 — IGF-CGE
Utilisateurs actifs mensuels de Tchap	368 000	2025 — rapport annuel DINUM
Dossiers traités par Démarches simplifiées	4,2 M (16 M cumulés)	2025 — rapport annuel DINUM
Plateformes agréées de facturation électronique	149 (+14 en cours)	1er sept. 2026 — DGFiP
France Services ouvertes	2 865	mai 2026 — réponse ministérielle au Sénat
Démarches accompagnées en France Services	plus de 1,2 M / mois	mai 2026 — réponse ministérielle au Sénat
Démarches essentielles entièrement accessibles	6,5 % (16)	mars 2026 — Observatoire de l'accessibilité
Violations de données signalées à l'ANSSI	99 (67 confirmées)	1er août – 30 sept. 2026 — ANSSI

Source : voir la liste des sources en fin de dossier

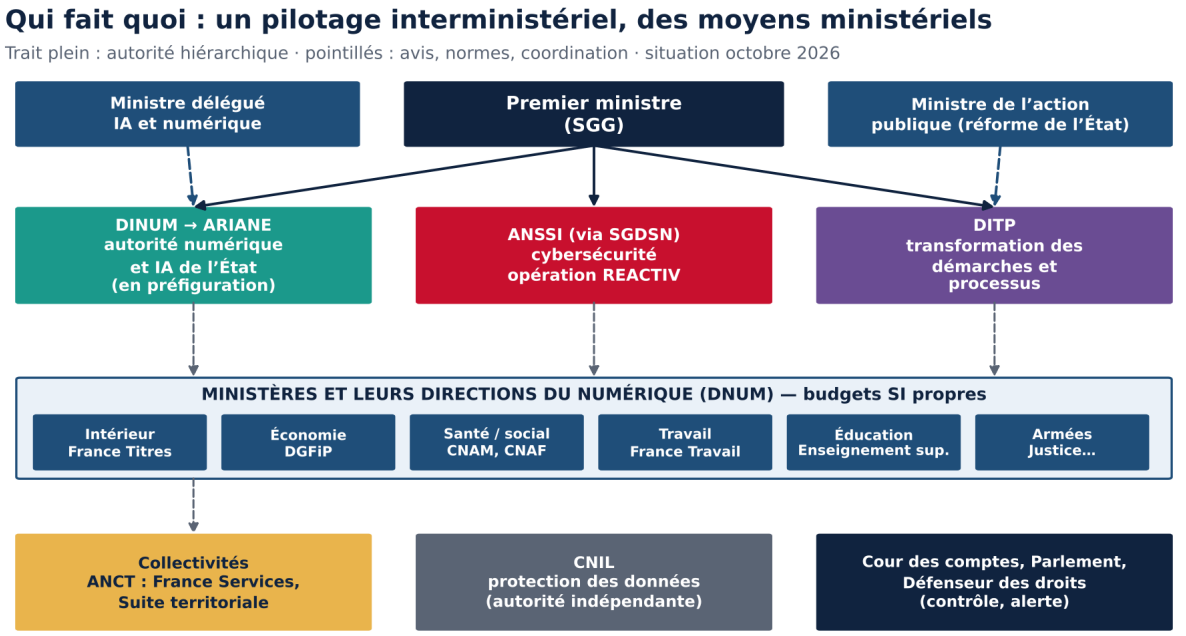
À SAVOIR

Les briques interministérielles sont opérées par la DINUM ; les grandes applications métier (impôts, prestations sociales, titres, emploi) restent conçues et financées par les ministères et leurs opérateurs. Un citoyen utilise donc plusieurs applications de l'État qui partagent, ou non, les mêmes briques communes.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous relevons qu'aucun document public ne consolide aujourd'hui l'ensemble des dépenses numériques de l'État et de ses opérateurs. »

03 Qui décide quoi



Source : Décret n° 2019-1088 (DINUM) ; annonces du 30 avril 2026 et projet de décret ARIANE (Acteurs publics, 2 oct. 2026)

Le numérique de l'État est piloté par une direction interministérielle, la **DINUM**, créée par le décret n° 2019-1088 du 25 octobre 2019 et rattachée aux services du Premier ministre. Elle fixe les normes, opère les produits interministériels et rend un avis sur les grands projets ; les **ministères conservent leurs budgets et leurs choix d'infrastructure**. La Cour des comptes a constaté en juillet 2024 que, cinq ans après sa création, il manquait encore à la DINUM « l'assise et la légitimité nécessaires », après trois changements de directeur et plusieurs rattachements successifs.

La réforme de 2026 : de la DINUM à ARIANE

- **30 avril 2026** — après la cyberattaque contre l'Agence nationale des titres sécurisés, le Premier ministre annonce la création d'une « autorité numérique de l'État » à partir de la DINUM et de la DITP, 200 millions d'euros prélevés sur France 2030 pour la cybersécurité et au moins 500 millions d'euros pour la modernisation, ainsi qu'un fonds alimenté par les amendes de la CNIL.
- **Été 2026** — le Gouvernement précise qu'il s'agit d'une « réorganisation conjointe » et non d'une fusion : la DINUM devient l'architecte du socle technique, la DITP se recentre sur la transformation des démarches. Une mission de préfiguration est en cours.
- **Octobre 2026** — le projet de décret prévoit que le directeur d'ARIANE valide les nominations des responsables numériques ministériels. La DINUM dispose déjà d'un droit de regard sur toute commande numérique ministérielle de plus de 2 millions d'euros.

Les acteurs et leur rôle

Acteur	Ce qu'il fait	Comment
DINUM / ARIANE	Stratégie et normes du numérique de l'État, produits interministériels (FranceConnect, ProConnect, API, Suite numérique, IA), avis sur les grands projets	Avis sur projets de plus de 9 M€, revue des achats de plus de 2 M€, opérateur de produits
DITP	Transformation des démarches et des processus, qualité de service, programme Services Publics +	Accompagnement des ministères, baromètres

Acteur	Ce qu'il fait	Comment
ANSSI (SGDSN)	Cybersécurité de l'État, qualification SecNumCloud, réponse aux incidents	Opération REACTIV depuis le 1er sept. 2026
Directions du numérique ministérielles	Systèmes d'information métier, budgets et achats propres	Feuilles de route ministérielles
France Titres (ex-ANTS)	Titres sécurisés, application France Identité, futur portefeuille européen	Opérateur du ministère de l'Intérieur
DGFiP	Impôts, facturation électronique, cloud Nubo	Annuaire public et immatriculation des plateformes agréées
ANCT	France Services, inclusion numérique, Suite numérique territoriale	Labellisation, cofinancement avec les collectivités
CNIL	Protection des données personnelles	Autorisations, contrôles, sanctions

Source : décret n° 2019-1088 ; Cour des comptes (juil. 2024) ; Acteurs publics (30 avr. et 2 oct. 2026) ; Banque des Territoires (2026)

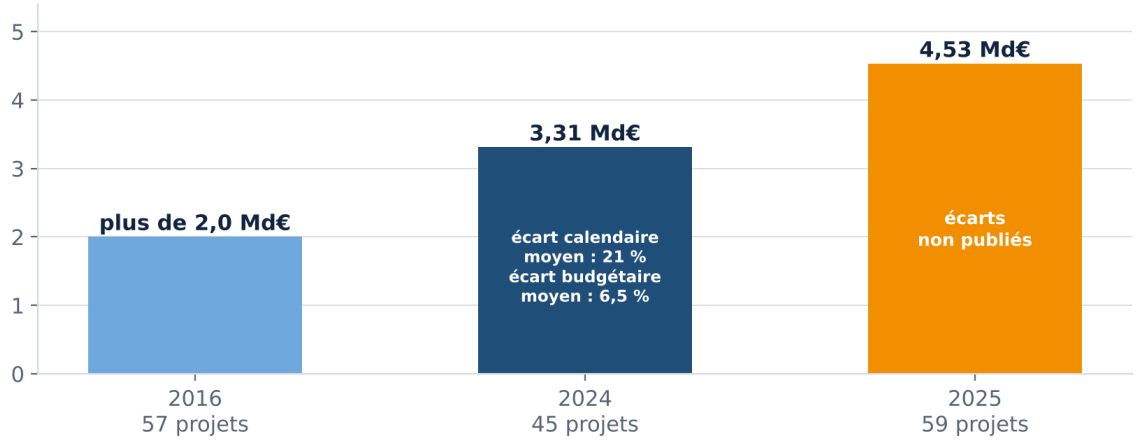
NOS AFFIRMATIONS

« Nous observons que l'État a réorganisé son pilotage numérique au moins cinq fois depuis 2011 ; la nouvelle autorité devra prouver qu'elle décide, et pas seulement qu'elle coordonne. »

04 Qui paie quoi

Un portefeuille de grands projets en forte hausse

Grands projets numériques de l'État suivis par la DINUM, coût total estimé en milliards d'euros



Source : Panorama des grands projets SI (2016, via Next) ; DINUM, rapports annuels 2024 et 2025

Les dépenses numériques de l'État sont réparties dans les budgets des ministères. Le Gouvernement les évalue à **4,2 milliards d'euros par an hors opérateurs** ; la Cour des comptes estimait en 2025 les enveloppes informatiques ministérielles à environ 3 milliards d'euros, arbitrées de manière autonome par chaque ministère. Les deux chiffres ne portent pas sur le même périmètre.

Les principales enveloppes

Poste	Montant	Source et précision
Dépenses numériques de l'État hors opérateurs	4,2 Md€ / an	Audition des ministres, commission d'enquête de l'Assemblée nationale, 2026
Enveloppes informatiques des ministères	environ 3 Md€ / an	Cour des comptes, oct. 2025
Grands projets suivis par la DINUM (coût total)	4,53 Md€ (59 projets)	Rapport annuel DINUM 2025 ; 3,31 Md€ pour 45 projets en 2024
Économie nette de la réinternalisation de 345 postes	18,3 M€	Rapport annuel DINUM 2025
Commandes cumulées sur le marché cloud de l'UGAP	203 M€	Rapport annuel DINUM 2025 (100 M€ en sept. 2024)
Achats de prestations informatiques	1,48 Md€ (2021)	IGF-CGE, janv. 2023 — +16 % par an en moyenne
Fonds pour la transformation de l'action publique	plus de 1 Md€ depuis 2017	Cour des comptes, janv. 2025 — 764 M€ pour 126 projets entre 2018 et 2022
Start-up d'État	172 M€ engagés	Cour des comptes, juil. 2024
Clouds interministériels Nubo et Pi	55 M€ en 9 ans	Cour des comptes, 2025
Plan du 30 avril 2026	200 M€ (cyber) + au moins 500 M€	Annonces du Premier ministre ; France 2030
Amendes CNIL fléchées vers un fonds	750 M€ collectés depuis 2022	Audition des ministres, 2026

Source : Cour des comptes ; DINUM ; IGF-CGE ; Banque des Territoires ; Acteurs publics

À SAVOIR

La règle des trois niveaux de budget (affiché, comparable, hors pensions) ne s'applique pas ici : le numérique est une dépense transversale répartie entre missions budgétaires, sans programme dédié identifiant la part des pensions.

Trois chiffres coexistent pour la progression du coût des grands projets entre 2024 et 2025 : +30 % selon le rapport annuel de la DINUM, +37 % en rapportant les deux montants publiés (3,31 puis 4,53 milliards d'euros, calcul Élysée Conseils), +20 % selon la presse spécialisée. Le rapport 2024 publiait un écart calendaire moyen de 21 % et un écart budgétaire moyen de 6,5 %, pour une durée moyenne de 6,3 ans par projet ; le rapport 2025 ne publie plus ces deux taux.

La Cour des comptes a relevé en janvier 2025 que les gains de productivité attendus des projets numériques étaient rarement mesurés : pour un projet financé par le fonds de transformation, les gains d'emplois annoncés ont été divisés par 17 entre le dossier de candidature et le contrat.

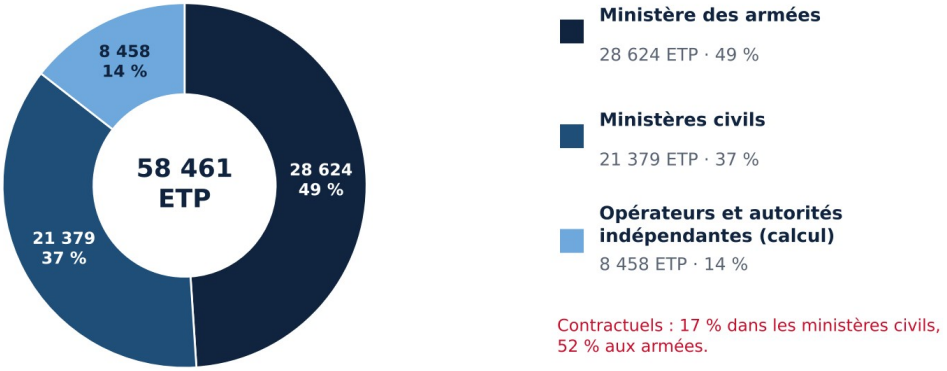
NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'État dépense plus de 4 milliards d'euros par an pour son numérique sans savoir dire combien d'heures de travail, de démarches ou d'euros il économise en retour. »

05 Les personnels du numérique

58 461 agents du numérique, dont la moitié aux armées

Effectifs en équivalents temps plein (ETP), 2022 — périmètre État, opérateurs et autorités indépendantes



Source : IGF-CGE, « Les ressources humaines de l'État dans le numérique », janv. 2023 ; troisième segment calculé par Élysée Conseils

Le dernier recensement consolidé date de 2022 (rapport conjoint de l'Inspection générale des finances et du Conseil général de l'économie, janvier 2023). Il dénombre **58 461 équivalents temps plein** dans le numérique de l'État, de ses opérateurs et de ses autorités indépendantes, dont 21 379 dans les ministères civils et 28 624 au ministère des armées. La part des contractuels a progressé de 75 % en six ans.

Un marché du travail tendu pour l'État employeur

Constat	Valeur
Besoin estimé de recrutements par an	environ 2 500 (contre 1 600 réalisés)
Durée moyenne de vacance d'un poste numérique	plus de cinq mois pour la majorité des employeurs
Recrutement d'un contractuel au ministère de l'économie	22 étapes, 149 jours en moyenne
Postes d'inspecteurs programmeurs pourvus à la DGFiP (2022)	14 sur 30
Taux de rotation du personnel numérique	environ 8 % (6,1 % dans la fonction publique d'État)
Taux médian d'externalisation des grands projets	60 % (de 0 à 93 % selon les projets)
Effectifs de la DINUM	+43 % entre 2020 et 2023 (Cour des comptes)
Postes numériques réinternalisés (loi de finances 2024)	345, pour une économie nette de 18,3 M€ établie en 2025
Agents formés ou sensibilisés par le Campus du numérique public	127 602 en 2025, dont 54 285 aux enjeux de l'IA
Entrepreneurs d'intérêt général recrutés	25 en 2024, 27 en 2025

Source : IGF-CGE, « Les ressources humaines de l'État dans le numérique », janv. 2023 ; Cour des comptes, juil. 2024 ; rapports annuels DINUM 2024 et 2025

À SAVOIR

Aucun recensement plus récent n'a été publié. La Cour des comptes a recommandé en 2024 la création d'une instance présidée par la DINUM pour suivre les chantiers de la filière RH du numérique.

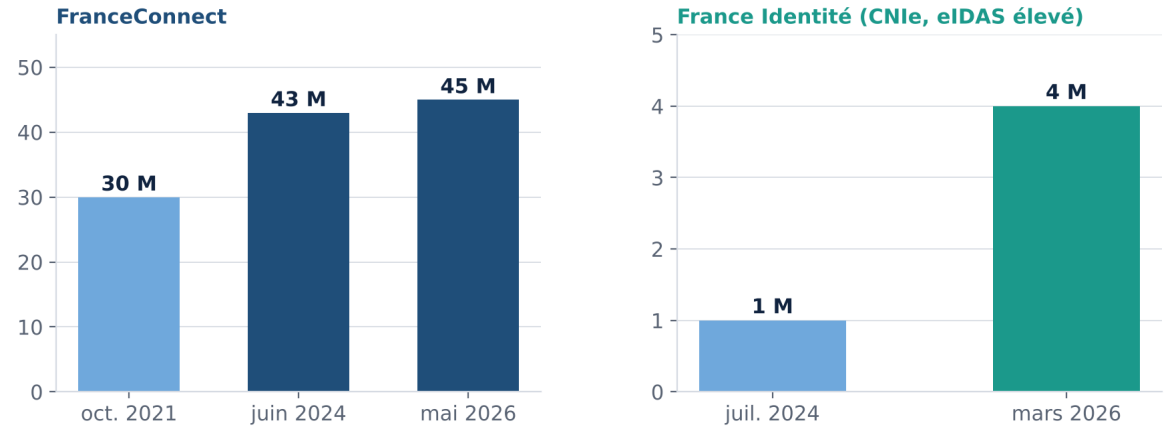
NOS AFFIRMATIONS

« Nous relevons qu'un informaticien met cinq mois à rejoindre l'État et que la moitié du travail des grands projets est confiée à l'extérieur : la dépendance commence par les compétences. »

06 Les résultats : usages et qualité

Identité numérique : la France a gagné la bataille de l'usage

Nombre d'utilisateurs, en millions — valeurs publiées « plus de » par l'État

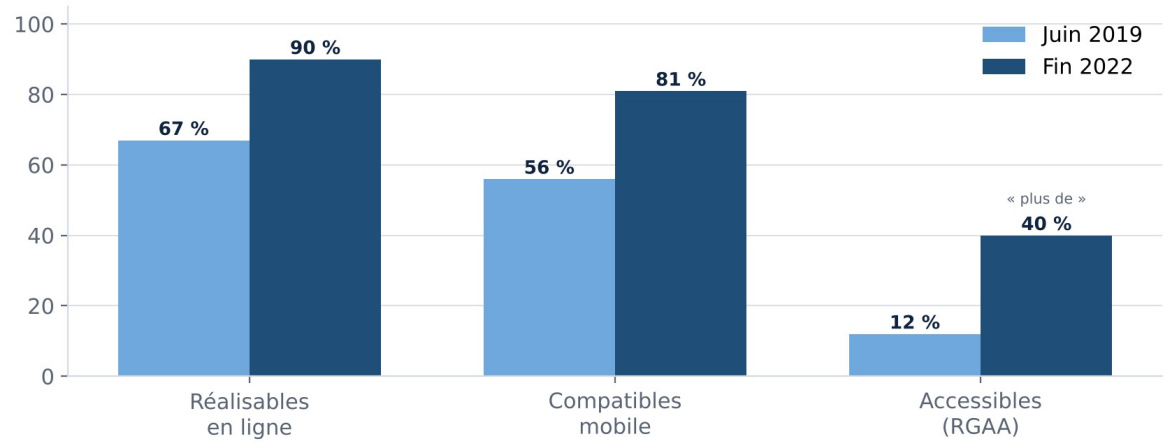


Source : DINUM / numerique.gouv.fr (2021, 2024, mai 2026) ; ministère de l'Intérieur (juil. 2024, mars 2026)

L'identité numérique est le premier succès mesurable. FranceConnect a enregistré 500 millions de connexions en 2025 (+20 %) auprès de 1 500 fournisseurs de services ; FranceConnect+, réservé aux démarches sensibles, compte 11 millions d'utilisateurs. Lancé en 2016, FranceConnect est passé de 30 millions d'utilisateurs en octobre 2021 à plus de 45 millions en mai 2026 ; France Identité est passée de 1 million d'utilisateurs en juillet 2024 à 4 millions en mars 2026, dépassant l'objectif de 2,4 millions fixé à France Titres pour 2026. Depuis le 24 juin 2026, l'application peut être présentée à l'enregistrement et à l'embarquement dans les aéroports français.

La qualité progresse, l'accessibilité reste le point noir

Part des 250 démarches les plus utilisées, en % — observatoire DINUM, juin 2019 et fin 2022



Source : DINUM, observatoire de la qualité des démarches en ligne, cité par Acteurs publics (2023)

La DINUM suit les 250 démarches en ligne les plus utilisées (« démarches essentielles »). Entre juin 2019 et fin 2022, la part des démarches réalisables en ligne est passée de 67 % à 90 %, la compatibilité mobile de 56 % à 81 %. **L'accessibilité aux personnes handicapées reste le point noir** : 49 % des démarches dépassaient 75 % de conformité au référentiel en juillet 2025, mais seules 16 démarches, soit 6,5 %, étaient entièrement conformes en mars 2026, alors que le comité interministériel du handicap visait 100 % en 2026. Selon le même observatoire (juillet 2025), FranceConnect est proposé sur 86 % des démarches essentielles, le « Dites-le-nous une fois » appliqué sur 65 % d'entre elles, et 35 % atteignent la note de satisfaction cible de 8 sur 10.

Position internationale

L'enquête des Nations unies sur l'administration en ligne 2024 place le Danemark, l'Estonie et Singapour en tête des 193 États membres. La France avait été classée premier pays européen en 2014, et premier pays au monde pour les services en ligne. Son rang 2024 est en cours de vérification sur la base de données des Nations unies, dont le site refuse les accès automatisés.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que la France sait numériser une démarche ; elle ne sait pas encore la rendre utilisable par tous. »

07 Points forts

Dix acquis, chacun documenté par une source publique.

Ce qui fonctionne

Acquis	Constat
Identité numérique fédérée	FranceConnect : plus de 45 M d'utilisateurs, 500 M de connexions en 2025, confiance à 79 %. FranceConnect+ : 11 M d'utilisateurs pour les démarches sensibles (compte personnel de formation, santé). Plainte en ligne : 600 000 victimes en 2025, dont 87 % authentifiées par FranceConnect.
Identité régalienne de haut niveau	France Identité : niveau eIDAS élevé reconnu par l'ANSSI ; procuration de vote entièrement en ligne (près de 79 500 aux municipales 2026) ; usage aérien depuis juin 2026.
Base légale du « Dites-le-nous une fois »	Article L. 114-8 du code des relations entre le public et l'administration, décrets de janvier 2019, article 162 de la loi 3DS (2022) ; API Particulier et API Entreprise en service.
Outils souverains pour les agents	Suite numérique open source : Tchap obligatoire depuis sept. 2025 (368 000 utilisateurs actifs mensuels), ProConnect (394 000), Resana (450 000 comptes), Grist (17 500), coopération avec l'Allemagne et les Pays-Bas.
Réforme de la facturation électronique tenue	Entrée en vigueur le 1er sept. 2026 comme prévu ; 149 plateformes agréées ; annuaire national opérationnel depuis sept. 2025.
Maillage physique	2 865 France Services, plus de 1,2 million de démarches accompagnées par mois (mai 2026).
Démarches simplifiées	4,2 M de dossiers en 2025 pour un coût de 0,38 € par dossier (–40 %) ; 16 M de dossiers cumulés.
Données ouvertes	Premier rang de l'Open Data Maturity Index européen pour la cinquième année, score de 100 % ; data.gouv.fr : 80 M de visites et 315 M de téléchargements en 2025.
Réseau interministériel	14 000 sites raccordés, un million d'utilisateurs, 5 000 km de fibre en propre ; continuité assurée pendant les Jeux de Paris 2024.
Méthode produit et code ouvert	beta.gouv : 280 services, dont 36 à impact national (Pix, Pass Culture, Démarches simplifiées…) ; code de la Suite numérique publié en licence libre.

Source : Rapports annuels DINUM 2024 et 2025 ; ministère de l'Intérieur ; DGFiP ; Sénat ; Cour des comptes

NOS AFFIRMATIONS

« Nous reconnaissons ce qui a été construit : la France possède déjà presque toutes les briques d'un État plateforme. »

08 Points faibles

Quatre signaux d'alerte

Fragilités documentées par les institutions de contrôle et les autorités de sécurité

6,5 %
des 250 démarches essentielles entièrement conformes au RGAA (objectif : 100 % en 2026)

55 M€
investis en 9 ans dans les clouds Nubo et Pi, jugés sous-utilisés (Cour des comptes)

700 000
personnes exposées par le piratage de la DGFiP (mai – août 2026)

3
directeurs à la tête de la DINUM en cinq ans (2019-2024), selon la Cour des comptes

Source : Observatoire de l'accessibilité (mars 2026) ; Cour des comptes (2024, 2025) ; ANSSI (29 sept. 2026)

Ce qui reste fragile

Fragilité	Constat
Pilotage sans autorité budgétaire	Les ministères conservent leurs enveloppes et arbitrent seuls ; les produits interministériels souffrent d'une faible adhésion (Cour des comptes, 2024 et 2025).
« Dites-le-nous une fois » inachevé	Inscrit dans la loi depuis 2016, objectif de suppression des pièces justificatives sur les démarches essentielles fixé à fin 2026 ; aucun indicateur public de taux de raccordement aux API.
Accessibilité	6,5 % de démarches essentielles entièrement conformes en mars 2026, pour un objectif de 100 % en 2026.
Cybersécurité	Cyberattaque contre l'Agence nationale des titres sécurisés (avril 2026, plusieurs millions de comptes concernés selon la presse) ; piratage de la DGFiP (700 000 personnes) ; 99 violations signalées en deux mois.
Dépendance technologique	Health Data Hub hébergé chez Microsoft depuis 2019 ; absence de doctrine interministérielle sur ce qui relève de SecNumCloud ; outils privés (Pronote) hors exigences.
Infrastructures sous-utilisées	Clouds Nubo et Pi : 55 M€ en 9 ans, gamme de services trop limitée, absence de convergence.
Mesure des gains	Gains de productivité rarement suivis ; projections réduites d'un facteur 17 entre dossier et contrat (Cour des comptes, janv. 2025).
Outils en doublon	Chaque ministère a développé son propre assistant d'IA (GenIAl aux Armées, Mirai à l'Intérieur, PIAG à l'Écologie) avant la convergence annoncée pour 2026 ; deux clouds publics coexistent et une troisième offre interministérielle est « en cours d'instruction ».
Transparence	Le rapport 2025 de la DINUM ne publie plus les écarts de délai et de coût des grands projets, ni les incidents de sécurité, ni les résultats de la proactivité, qui figuraient dans le rapport 2024.
Inclusion	27 % des 16-74 ans ont des compétences numériques faibles (Insee, 2025) ; budget de l'inclusion numérique réduit en 2026, dispositif des conseillers numériques en extinction progressive.

Source : Cour des comptes ; rapports annuels DINUM 2024 et 2025 ; Observatoire de l'accessibilité ; ANSSI ; Insee ; Acteurs publics ; Journal du Geek

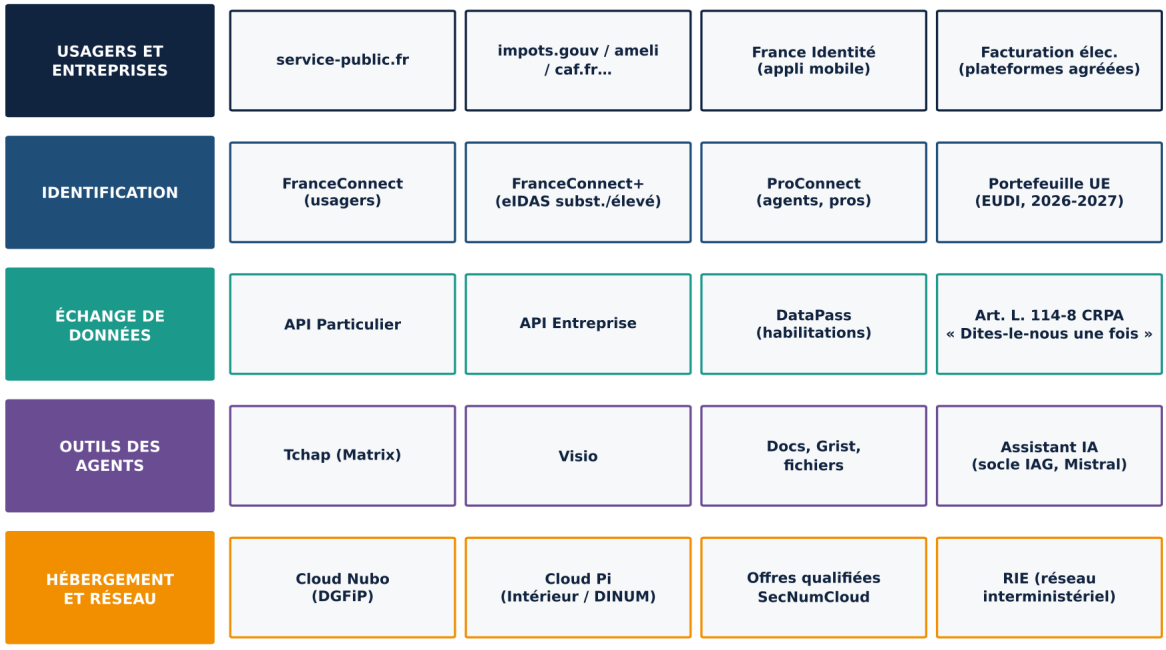
NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'État se fixe des objectifs datés — 100 % d'accessibilité, zéro pièce justificative — et qu'il ne publie pas toujours l'indicateur qui permettrait de vérifier s'ils sont tenus. »

09 Les solutions techniques retenues

Les solutions techniques retenues : un empilement en cinq couches

Briques interministérielles et ministérielles en service ou en déploiement — octobre 2026

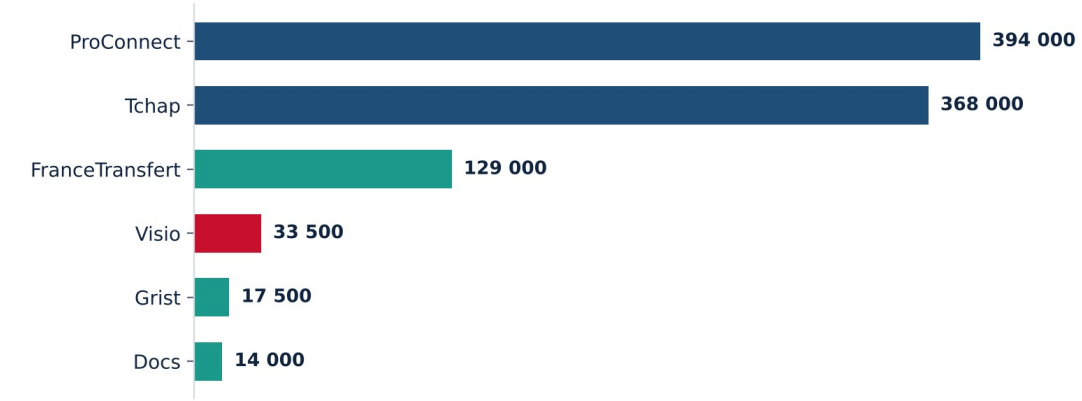


Sécurité transverse : ANSSI · Protection des données : CNIL

Source : DINUM (api.gouv.fr, lasuite.numerique.gouv.fr) ; DGFiP ; Cour des comptes (oct. 2025) ; ministère de l'Intérieur

Outils des agents : la messagerie décolle, la visioconférence pas encore

Utilisateurs actifs mensuels des briques de LaSuite numérique, 2025



Visio doit devenir l'outil unique de visioconférence de tous les services de l'État en 2027.

Source : DINUM, rapport annuel 2025

Brique par brique : technologie, opérateur, statut

Brique	Solution retenue	Opérateur	Statut
FranceConnect	Fédérateur d'identités : l'usager se connecte avec un compte déjà vérifié (impots.gouv, ameli, MSA, La Poste, France Identité)	DINUM	En service (2016)
FranceConnect+	Authentification renforcée de niveau eIDAS substantiel ou élevé pour les démarches sensibles	DINUM	En service (2021)

Brique	Solution retenue	Opérateur	Statut
ProConnect	Identifiant unique des agents publics et des professionnels, porte d'entrée de la Suite numérique	DINUM	En service
France Identité	Application adossée à la carte d'identité électronique ; justificatifs sécurisés ; base du portefeuille européen	France Titres	En service (2024) ; portefeuille annoncé en 2027
API Particulier / API Entreprise	Bouquets d'interfaces donnant accès aux données certifiées (quotient familial, statut demandeur d'emploi, scolarité, Sirene, Urssaf…) ; habilitation via DataPass	DINUM	En service
Démarches simplifiées	Outil de création de formulaires en ligne pour toute administration, raccordé à API Particulier et Grist	DINUM	En service ; 4,2 M de dossiers en 2025
Rendez-vous Service Public	Prise de rendez-vous intégrée aux agendas métiers (Visio Plainte de la gendarmerie, Justice)	DINUM	2,1 M de rendez-vous en 2025
DataPass	Gestion des habilitations d'accès aux données et aux API, demande par demande	DINUM	Plus de 5 000 demandes traitées
Suite numérique	Logiciels libres hébergés en France, bâtis sur des communs (Matrix, Collabora, OnlyOffice) : Tchap, Visio, Docs, Grist, FranceTransfert, messagerie, fichiers	DINUM	Déploiement ; Visio généralisée d'ici 2027
Albert API	Plateforme d'inférence mutualisée sur infrastructure SecNumCloud : OCR, transcription, conversation, recherche documentaire	DINUM	En service (2024)
Assistant IA	Agent conversationnel fondé sur Mistral, intégré à Docs, Visio et Grist	DINUM	Testé par 10 000 agents depuis oct. 2025
Réseau interministériel (RIE 2.0)	Réseau privé de l'État, 5 000 km de fibre en propre, double boucle optique, 13 datacentres reliés à 2 × 100 Gbit/s	DINUM	En service
Hébergement	Doctrine « cloud au centre » (2021, mise à jour 2023) ; clouds Nubo (DGFiP) et Pi (Intérieur / DINUM) ; offres qualifiées SecNumCloud pour les données sensibles	DGFiP, DINUM, prestataires	Fusion Nubo-Pi recommandée par la Cour des comptes
Facturation électronique	Annuaire public et concentrateur DGFiP ; transmission par plateformes privées agréées (le portail public gratuit a été abandonné le 15 oct. 2024)	DGFiP	En vigueur (sept. 2026)
Poste de travail	Annonce par la DINUM de sa propre migration vers Linux	DINUM	Annoncé (2026)

Source : DINUM ; ministère de l'Intérieur ; DGFiP ; Cour des comptes ; Banque des Territoires ; Assemblée nationale

À SAVOIR

Le choix structurant de la France est la **fédération** : plutôt qu'un registre central ou une application unique, l'État relie des comptes et des bases existants par des connecteurs (FranceConnect) et des interfaces (API). L'Estonie et l'Ukraine ont fait un autre choix : une couche d'échange unique entre tous les registres (X-Road, Trembita), sur laquelle s'appuient ensuite les applications.

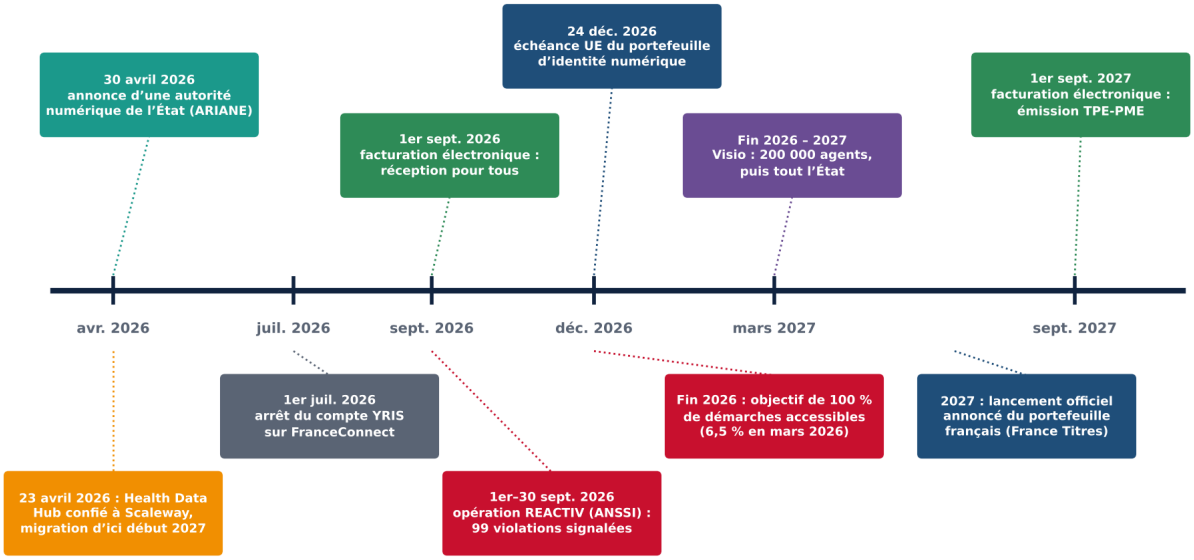
NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que les briques existent ; ce qui manque, c'est l'obligation pour chaque administration de s'en servir. »

10 Calendrier des chantiers en cours

Calendrier : six échéances majeures en dix-huit mois

Chantiers en cours, d'avril 2026 à fin 2027 — échéances annoncées par l'État ou fixées par le droit de l'UE



Source : Acteurs publics ; Plateforme des données de santé ; DGFiP ; règlement (UE) 2024/1183 ; ANSSI ; France Titres ; DINUM

Chantier par chantier

Chantier	Échéance	Pilote	État d'avancement
Autorité numérique de l'État (ARIANE)	Décret en préparation (oct. 2026)	Premier ministre, DINUM, DITP	Mission de préfiguration ; nouveau directeur nommé
Plan de sécurisation des SI de l'État	15 actions au 30 juin 2026	Premier ministre, ANSSI	Point d'exécution début juillet 2026
Opération REACTIV	Depuis le 1er sept. 2026	ANSSI	Premier point de situation le 30 sept. 2026
Migration du Health Data Hub	Fin 2026 – début 2027	Plateforme des données de santé	Scaleway retenu le 23 avril 2026
Facturation électronique	1er sept. 2026 puis 1er sept. 2027	DGFiP	Première étape en vigueur
Portefeuille européen d'identité	24 déc. 2026 (UE) ; 2027 (lancement français annoncé)	France Titres	Tests d'interopérabilité (projet POTENTIAL, 75 % de réussite)
Visio, outil unique de visioconférence	200 000 agents puis tous les services en 2027	DINUM	33 500 utilisateurs actifs mensuels (2025)
Nouvelle offre de cloud interministériel	Non annoncée	DINUM	« En cours d'instruction » (2025)
Programme Transformation numérique des territoires	2025-2027	DINUM, ANCT, 14 associations d'élus	Feuille de route triennale signée en 2025
Numérique responsable	–22 % d'empreinte d'ici 2027	DINUM, ministère de la Transition écologique	Indicateur non publié
Assistant IA des agents	Déploiement « à grande échelle dès 2026 »	DINUM, DGAFP	Expérimentation de huit mois depuis oct. 2025 (10 000 agents, huit ministères)

Chantier	Échéance	Pilote	État d'avancement
Accessibilité des démarches essentielles	100 % fin 2026	Ministères, DINUM	6,5 % en mars 2026
Suppression des pièces justificatives	Déc. 2026	Ministères, DINUM	Indicateur non publié
Tour de France des territoires	2026-2029, 101 préfectures	DINUM	Lancé en février 2026

Source : Acteurs publics ; Matignon (communiqué du 15 août 2026) ; ANSSI ; Plateforme des données de santé ; DGFiP ; France Titres ; DINUM

NOS AFFIRMATIONS

« Nous relevons que l'Union européenne impose un portefeuille d'identité au 24 décembre 2026 et que la France annonce le sien pour 2027. »

11 Ce que disent les rapports d'activité de la DINUM

La direction interministérielle du numérique publie chaque année un rapport d'activité. Le rapport 2024 (dépôt légal septembre 2025) s'organise en cinq piliers ; le rapport 2025 (dépôt légal février 2026) en cinq axes : simplifier et sécuriser l'accès aux services publics, former et recruter, résilience et souveraineté, données et intelligence artificielle, Europe et international. La comparaison des deux documents permet de suivre l'évolution des indicateurs que la DINUM choisit elle-même de publier.

Indicateurs publiés, 2024 et 2025

Indicateur	Rapport 2024	Rapport 2025
FranceConnect	non chiffré	44,5 M d'utilisateurs ; 500 M de connexions (+20 %) ; 1 500 fournisseurs de services
FranceConnect+	déploiement « à grande échelle »	11 M d'utilisateurs ; 19 M de connexions en trois ans
ProConnect (agents)	cap du million d'utilisateurs	394 000 actifs mensuels ; 930 000 connexions par mois
Tchap	270 000 actifs (« près de 300 000 » fin 2024)	368 000 actifs mensuels
Démarches simplifiées	4 M de dossiers ; 20 M€ d'économie	4,2 M de dossiers ; 0,38 € par dossier
Grands projets suivis	45 projets ; 3,31 Md€ ; durée moyenne 6,3 ans	59 projets ; 4,53 Md€
Écarts de délai et de coût	21 % (calendaire) ; 6,5 % (budgétaire)	non publiés
Avis sur nouveaux projets	24 avis en deux ans : 21 favorables, 2 défavorables	20 avis : 55 % favorables ; 2 saisines tardives
Formation (Campus)	plus de 21 000 apprenants	127 602 agents, dont 54 285 sur l'IA
beta.gouv	248 services ; 30 à impact national	280 services ; 36 à impact national
Incidents de sécurité (réseau de l'État)	183 incidents, dont 98 attaques avérées	non publiés
Administration proactive	chèque énergie automatique (5,6 M de foyers) ; non-recours	non traitée
Cloud	100 M€ de commandes atteints (sept. 2024)	203 M€ cumulés ; 88 % vers des acteurs français
Données ouvertes	12 M de visites par mois sur data.gouv.fr	80 M de visites ; 1er européen, score de 100 %

Source : DINUM, rapports annuels 2024 et 2025

INCOHÉRENCES INTERNES

Tchap : 270 000 utilisateurs actifs dans les chiffres de tête du rapport 2024, « près de 300 000 » fin 2024 quelques pages plus loin.

FranceConnect : 481 millions de connexions annuelles dans les chiffres de tête du rapport 2025, 500 millions dans le corps du texte.

Grands projets : progression annoncée de 30 % en un an, alors que le passage de 3,31 à 4,53 milliards d'euros représente 37 % (calcul Élysée Conseils) ; la presse spécialisée a relayé 20 %.

Incubateurs beta.gouv : 21 puis 20 incubateurs partenaires dans le même rapport 2024.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous relevons que le rapport d'activité de la direction numérique de l'État ne parvient pas à donner deux fois le même chiffre pour le même indicateur. »

12 Ce que les rapports ne disent pas

Un rapport d'activité choisit ses indicateurs. La comparaison des éditions 2024 et 2025 fait apparaître des sujets qui disparaissent d'une année sur l'autre et d'autres qui ne sont jamais traités.

Les angles morts

Sujet	Rapport 2024 → 2025	Constat
Écarts de délai et de coût des grands projets	publiés → absents	Le portefeuille progresse de 1,22 Md€ ; les dérives ne sont plus chiffrées
Incidents de cybersécurité	publiés → absents	Aucun chiffre pour l'année qui précède la vague de fuites de 2026
Proactivité et non-recours aux droits	section entière → absente	Les mots « proactivité » et « non-recours » n'apparaissent plus
France Services, alternative non numérique	une mention → absente	L'accompagnement humain n'est plus évoqué
Budget de la DINUM et dépense numérique totale	absent → absent	Aucun montant global
Portefeuille européen d'identité	absent → actes d'exécution eIDAS 2	L'échéance du 24 décembre 2026 n'est pas mentionnée ; France Identité n'est citée qu'une fois
Journal des consultations pour le citoyen	absent → absent	Aucun outil permettant à chacun de savoir qui a consulté ses données
Service de notification commun	absent → absent	Brique absente de l'offre interministérielle
Santé (Health Data Hub)	absent → absent	Aucune mention du principal dossier de souveraineté
IA pour concevoir et sécuriser les logiciels	absent → absent	L'IA est traitée comme outil des agents, pas comme outil de production

Source : DINUM, rapports annuels 2024 et 2025 ; analyse Élysée Conseils (recherche des termes dans les deux documents)

À SAVOIR

Le rapport 2025 a été déposé en février 2026, avant la cyberattaque contre l'Agence nationale des titres sécurisés (avril 2026) et la vague de fuites de l'été. Son périmètre de sécurité se limite au réseau interministériel opéré par la DINUM ; les systèmes des ministères relèvent de ceux-ci et de l'ANSSI.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que les indicateurs qui dérangent disparaissent du rapport l'année où ils auraient dû alerter. »

13 Souveraineté et cloud

La Cour des comptes a publié le 31 octobre 2025 un rapport sur les enjeux de souveraineté des systèmes d'information civils de l'État. Constat central : l'ambition affichée peine à être satisfaite face à la position dominante des entreprises américaines et à la portée extraterritoriale de leur droit. La notion de souveraineté est apparue tardivement dans la stratégie de l'État.

- **Doctrine.** La circulaire « cloud au centre » (2021, révisée en 2023) impose un hébergement souverain pour les données les plus sensibles. La Cour des comptes relève l'absence de doctrine interministérielle définissant précisément ce qui relève de SecNumCloud.
- **Infrastructures publiques.** Les clouds Nubo (DGFiP) et Pi (Intérieur / DINUM) ont coûté 55 millions d'euros en neuf ans et restent peu utilisés, y compris par les ministères qui les ont créés. La Cour des comptes recommande leur fusion.
- **Health Data Hub.** Hébergé chez Microsoft Azure depuis 2019 ; le Gouvernement a confirmé en février 2026 sa migration vers un hébergeur qualifié SecNumCloud ; Scaleway a été retenu le 23 avril 2026 pour une migration d'ici fin 2026 – début 2027.
- **Outils des agents.** Annonce du 26 janvier 2026 : Visio remplacera Teams, Zoom, Webex et Google Meet dans tous les services de l'État d'ici 2027 ; l'État estime l'économie à environ 1 million d'euros par an pour 100 000 utilisateurs migrés.
- **Commande publique.** Selon la DINUM, 88 % de la dépense cloud de l'État bénéficie à des acteurs français et 37 % des commandes portent sur des offres de haute sécurité ; une nouvelle offre de cloud interministériel est « en cours d'instruction ».
- **Europe.** Lancement en décembre 2025 d'un consortium européen pour les communs numériques (EDIC « Digital Commons ») avec l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas ; convergence technique entre la Suite numérique française et openDesk (Allemagne).
- **Achats.** La DINUM examine désormais toute commande numérique ministérielle de plus de 2 millions d'euros ; une circulaire sur la doctrine d'achat public numérique est en préparation.

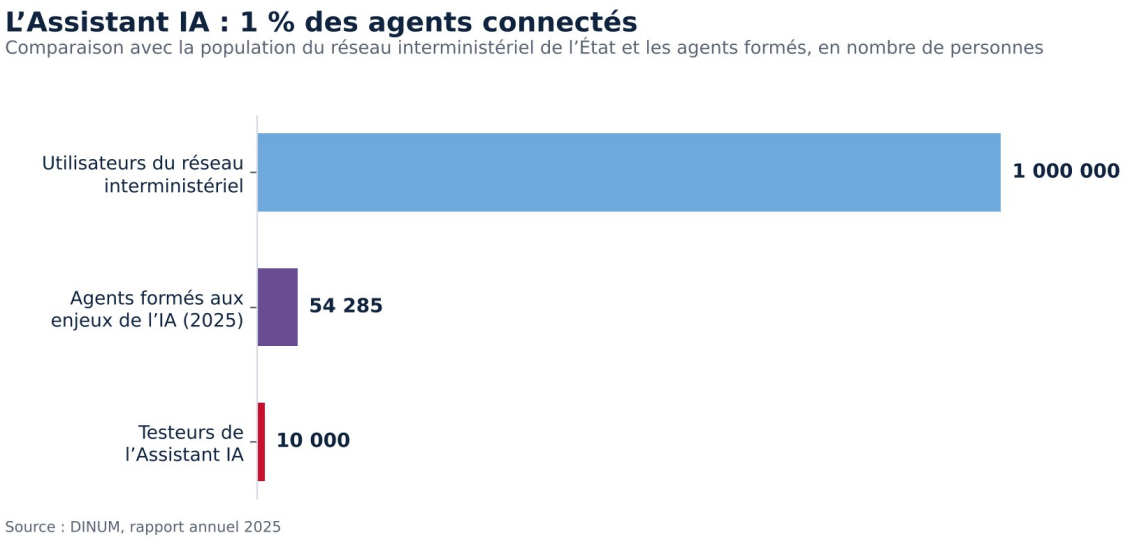
À SAVOIR

Le décret d'application de l'article 31 de la loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN) précise en 2026 les conditions d'hébergement des données sensibles dans le cloud. Pronote, utilisé dans la quasi-totalité des collèges et lycées, échappe aux exigences SecNumCloud selon la Cour des comptes.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'État a mis sept ans à sortir ses données de santé d'un cloud américain, alors qu'il possédait déjà deux clouds publics qu'il n'utilise pas. »

14 L'intelligence artificielle dans l'État



Depuis 2024, la DINUM structure un **socle interministériel d'IA générative** : la plateforme Albert API, hébergée sur une infrastructure qualifiée SecNumCloud (OCR, transcription, conversation), une boîte à outils commune (recherche documentaire augmentée, transcription), une plateforme de données interministérielle et des applications généralistes, dont l'Assistant IA fondé sur les modèles de Mistral AI. Une partie de la puissance de calcul est hébergée sur Nubo, le cloud des Finances publiques.

L'IA dans les rapports de la DINUM

Volet	Constat publié
Assistant IA interministériel	Expérimentation de huit mois lancée en octobre 2025 auprès de 10 000 agents dans huit ministères ; déploiement « à grande échelle dès 2026 »
Outils ministériels	Convergence annoncée pour 2026 de GenIAl (Armées), Mirai (Intérieur) et PIAG (Écologie), développés séparément
Incubateur ALLiaNCE	2024 : 1,2 M€ pour huit projets (Transcr'IA : 5 500 heures de vidéos transcrites, valorisées 11 M€ ; Compar:IA ; Panoramax) ; 2025 : LIAnE et SimpliScore, 20 à 30 % de temps d'instruction gagné annoncé
Justice	Mon assistant pénal pour la Cour d'appel de Paris, déploiement prévu en 2026
Appel à manifestation d'intérêt	435 candidatures, 114 solutions retenues, majoritairement françaises et européennes
Formation	54 285 agents formés aux enjeux de l'IA par le Campus du numérique public en 2025

Source : DINUM, rapports annuels 2024 et 2025

Les deux rapports présentent l'IA comme un **outil au service des tâches des agents** : rédaction, synthèse, transcription, recherche juridique. Ils n'évoquent pas son usage dans la **fabrication même des systèmes de l'État** : écriture et revue de code, génération de tests, audit de sécurité, migration des applications anciennes, mise en conformité d'accessibilité, documentation. Aucun budget global de l'IA ni aucune mesure de gain de productivité n'y figurent.

> **À SAVOIR**
>
> L'État dispose déjà des conditions techniques d'un tel usage : un hébergement qualifié, un partenariat avec un éditeur français de modèles et une communauté de développeurs formés au mode produit (164 intrapreneurs actifs en 2025).

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'État fait tester un assistant d'IA par 10 000 agents, soit 1 % des utilisateurs de son réseau, mais ne dit rien de l'usage de l'IA pour construire, tester et sécuriser ses propres logiciels. »

15 Cybersécurité de l'État

L'année 2026 est marquée par une série de violations de données touchant directement les administrations. Elle a conduit le Gouvernement à engager, le 30 avril 2026, un plan de sécurisation des systèmes d'information de l'État et à confier à l'ANSSI, le 1er septembre 2026, l'opération REACTIV (réponse et action interministérielle face aux violations de données).

Principaux incidents de 2026

Incident	Période	Ampleur publiée
Agence nationale des titres sécurisés	avril 2026	Plusieurs millions de comptes concernés selon la presse (estimations comprises entre 11 et 19 millions)
DGFiP	mai – août 2026	Données de 700 000 personnes exposées ; analyse ANSSI du 29 sept. 2026
Éducation nationale (fichier GAIA)	été 2026	Jusqu'à 4,35 millions d'enseignants potentiellement concernés selon la presse
Bloctel	août 2026	Service fermé le 11 août ; environ 600 000 numéros identifiables selon la presse
ANSSI et DINUM (faille Metabase)	août 2026	120 comptes compromis, dont 118 à l'ANSSI ; données de la DINUM déjà publiques
Bilan REACTIV	1er août – 30 sept. 2026	99 violations signalées, 67 confirmées, 32 en cours de traitement

Source : ANSSI (points de situation des 29 et 30 sept. 2026) via Banque des Territoires et IT-Connect ; Journal du Geek ; Journal du Coin

- **Responsabilité.** Le communiqué de Matignon du 15 août 2026 rappelle que chaque ministre est responsable des données hébergées dans son ministère.
- **Financement.** 200 millions d'euros prélevés sur France 2030 ; projet de fonds alimenté par les amendes de la CNIL.
- **Cadre européen.** La transposition de la directive NIS 2 a de nouveau été reportée à l'automne 2026.
- **Supervision du réseau.** Le centre de réponse aux incidents de la DINUM a ouvert 183 incidents de sécurité en 2024, dont 98 attaques avérées, et traité plus de 1 000 alertes. Le rapport 2025 ne publie aucun chiffre équivalent ; son périmètre se limite au réseau interministériel et ne couvre pas les systèmes des ministères.
- **Usagers.** 45 % des Français déclarent avoir été informés d'une fuite de leurs données personnelles (baromètre Cybermalveillance, septembre 2026).

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'agence chargée de protéger les systèmes de l'État figure elle-même dans son propre bilan des fuites de données : personne n'est à l'abri, et c'est précisément pourquoi l'architecture doit protéger par construction. »

16 Inclusion et accès aux droits

La dématérialisation a amélioré l'accès aux services pour la majorité des usagers, mais elle a déplacé une partie de la charge vers ceux qui maîtrisent mal le numérique. Le Défenseur des droits décrit un renversement du principe d'adaptabilité : c'est désormais à l'usager de s'adapter au service, alors qu'il n'a pas le choix de recourir ou non au service public.

Repères sur l'inclusion numérique

Indicateur	Valeur	Source
16-74 ans en situation d'illectronisme	7 %	Insee, 2025
16-74 ans aux compétences numériques faibles	27 %	Insee, 2025
Réclamations au Défenseur des droits	165 011 (+17 % sur un an, près de +70 % depuis 2020)	Défenseur des droits, 2025
France Services ouvertes	2 865	Sénat, mai 2026
Démarches accompagnées en France Services	plus de 1,2 million par mois	Sénat, mai 2026
Conseillers numériques encore en poste	environ 2 900 fin 2025	Acteurs publics
Crédits de l'État pour l'inclusion numérique	40 M€ en 2025, en baisse en 2026	Acteurs publics

Source : Insee ; Défenseur des droits ; Sénat ; Acteurs publics

À SAVOIR

La mesure de l'illectronisme par l'Insee porte désormais sur les 16-74 ans ; elle n'est pas directement comparable aux séries antérieures portant sur les 15 ans et plus (environ 15 % en 2021). L'Insee ne constate aucun progrès en 2025.

Le rapport 2024 de la DINUM consacrait une section à l'administration proactive : chèque énergie attribué automatiquement à 5,6 millions de foyers grâce aux données fiscales, 35 % de demandes engagées après contact pour la pension de réversion et l'allocation de solidarité aux personnes âgées, 2,5 millions de personnes informées de leur éligibilité à une tarification sociale des transports (40 % de conversion). Le rapport 2025 ne mentionne plus ni la proactivité ni le non-recours.

Depuis décembre 2024, l'objectif de la DINUM est l'affichage systématique d'une alternative non numérique (guichet ou téléphone) sur les sites des administrations.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'État réduit les crédits de l'accompagnement numérique au moment même où les réclamations pour difficulté d'accès aux services publics atteignent un record. »

17 La carte territoriale

Les collectivités territoriales, au titre de leur libre administration, ne sont pas tenues d'utiliser les produits numériques de l'État. Elles disposent néanmoins d'un accès aux API pour appliquer le « Dites-le-nous une fois » (cantine, transports, aides sociales facultatives) et, pour les petites communes, d'une Suite numérique territoriale exploitée par l'ANCT.

- **France Services** : 2 865 espaces labellisés, cofinancés par l'État et les collectivités ; en moyenne 16 démarches accompagnées par jour et par structure.
- **Tour de France de la DINUM** : lancé en février 2026 pour trois ans, une quinzaine de dates, objectif de toucher les 101 préfectures et de présenter la feuille de route nationale de transformation numérique des territoires.
- **Suite numérique territoriale** : boîte à outils pour les petites communes, notamment une identité numérique officielle et sécurisée (adresse et nom de domaine).
- **Programme Transformation numérique des territoires** : feuille de route 2025-2027 signée avec 14 associations d'élus ; premier baromètre « Collectivités & Numérique » (plus de 3 000 collectivités) ; audit de 23 000 sites communaux.
- **Conseillers numériques** : dispositif cofinancé par l'État, en extinction progressive depuis 2025.

À SAVOIR

Aucune donnée publique ne mesure à ce jour le taux d'usage des API de l'État par les collectivités, ni la couverture territoriale effective des conseillers numériques après 2025.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous relevons que la feuille de route numérique de l'État se présente dans les préfectures, mais que les communes, premier guichet des citoyens, en restent les laissées-pour-compte. »

18 L'outre-mer

Les territoires d'outre-mer cumulent des contraintes spécifiques : éloignement des services centraux, qualité inégale des réseaux, parfois statuts juridiques particuliers. Le Défenseur des droits a relevé dès 2019 la plus grande vulnérabilité des usagers ultramarins face à la dématérialisation.

- **Identité numérique** : France Titres a ouvert un parcours permettant aux Français résidant en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna de créer et certifier leur identité numérique France Identité sans passer par FranceConnect ni par l'envoi d'un courrier recommandé.
- **Accompagnement** : les espaces France Services sont déployés dans les départements et régions d'outre-mer ; leur nombre par territoire n'est pas consolidé dans les sources nationales consultées.
- **Cybersécurité et hébergement** : les règles de l'État (SecNumCloud, cloud au centre) s'appliquent aux administrations déconcentrées outre-mer ; les collectivités à statut particulier relèvent de leurs propres compétences.

À SAVOIR

Les indicateurs nationaux (Insee, observatoire DINUM) ne sont pas systématiquement ventilés par territoire ultramarin. Ce chapitre sera complété par les données des préfectures et des observatoires locaux.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'État ne publie pas d'indicateur d'accès numérique aux services publics territoire par territoire ultramarin. »

19 Comparaisons internationales

Six modèles européens

Pays	Modèle	Repères
Estonie	Couche d'échange X-Road (2001), logiciel libre	Plus de 450 organisations connectées, plus de 3 000 services ; adoptée par une vingtaine de pays ; fusion avec la Finlande en 2018
Ukraine	Trembita (2018, fondée sur X-Road) puis application Diia (2020)	Plus de 130 services sur le portail ; documents numériques à valeur légale ; code publié en licence européenne EUPL (2024)
Danemark	Application nationale AltID	Lancée le 3 juin 2026 ; 281 390 utilisateurs au 4 août 2026
Italie	IT-Wallet dans l'application IO	10,1 millions d'activations au 17 février 2026
Allemagne	Portefeuille d-you	Lancement prévu le 2 janvier 2027
Grèce	Ministère du numérique créé dès 2019, approche par infrastructures communes	Partage de données, notifications, identifiant unique ; démarches chaînées (naissance)

Source : GovInsider ; Biometric Update ; Interoperable Europe ; Didit (suivi au 5 oct. 2026) ; entretien de David Eaves (Le Point)

Les pays les plus avancés partagent une séquence : **la couche d'interopérabilité d'abord, l'application ensuite**. L'Ukraine a mis deux ans entre la finalisation de Trembita (2018) et le lancement de Diia (2020). La France a privilégié la fédération de comptes existants et le développement d'API thématiques.

À SAVOIR

Une part importante de la littérature sur Diia émane du ministère ukrainien ou de ses partenaires financeurs. Les comparaisons doivent être croisées avec les évaluations indépendantes (Nations unies, Commission européenne).

NOS AFFIRMATIONS

« Nous constatons que l'Estonie a construit sa tuyauterie en 2001 ; la France, dix ans après avoir inscrit le « Dites-le-nous une fois » dans sa loi, n'en a toujours pas fait un droit vérifiable. »

20 Le dialogue avec les parties prenantes

La transformation numérique de l'État concerne les agents, les usagers, les collectivités et l'écosystème des entreprises du numérique. Nous les avons écoutés, nous continuerons à le faire, et les positions peuvent évoluer dans la concertation, au nom de l'intérêt général.

Ce que nous avons entendu, ce que nous construirons ensemble

Partie prenante	Attentes exprimées	Ce que nous construirons ensemble
Organisations syndicales de la fonction publique	Formation, accompagnement et dialogue social sur l'IA ; un groupe de travail a été créé par la DGAFP	Un cadre partagé d'usage de l'IA au service du travail des agents
Associations d'usagers et Défenseur des droits	Une alternative non numérique systématique, des démarches accessibles	Un indicateur public d'accès effectif aux droits
Collectivités territoriales	Accès aux outils de l'État, reconnaissance de leur rôle de premier guichet	Une feuille de route conçue avec elles
Éditeurs et acteurs du logiciel libre	Clarté sur ce que l'État fabrique et ce qu'il achète	Une doctrine d'achat lisible et stable
CNIL et société civile	Garanties sur les échanges de données entre administrations	Des règles d'accès transparentes et contrôlables

Source : Banque des Territoires (janv. 2026) ; Défenseur des droits ; Acteurs publics ; CNLL

NOS AFFIRMATIONS

« Nous considérons que la réussite d'un État numérique se mesure d'abord à la confiance de ceux qui le font fonctionner et de ceux qui l'utilisent. »

21 Le tableau de bord de l'existant

Objectifs officiels déjà fixés par l'État ou par l'Union européenne, dernière valeur connue et échéance.

Objectifs publics et situation

Objectif officiel	Dernière valeur	Cible	Échéance
Démarches essentielles entièrement accessibles	6,5 % (mars 2026)	100 %	fin 2026
« Dites-le-nous une fois » sur les démarches essentielles	65 % (juil. 2025)	100 %	déc. 2026
Assistant IA des agents	10 000 testeurs (oct. 2025)	déploiement à grande échelle	2026
Empreinte environnementale du numérique public	non publiée	–22 %	2027
Utilisateurs de France Identité	4 M (mars 2026)	2,4 M	2026 (atteint)
Visio, outil unique	33 500 actifs mensuels (2025)	tous les services de l'État	2027
Health Data Hub sous SecNumCloud	prestataire retenu	migration complète	fin 2026 – début 2027
Portefeuille européen d'identité	France Identité	portefeuille disponible	24 déc. 2026 (UE)
Facturation électronique	réception pour tous	émission TPE-PME	1er sept. 2027
Plan de sécurisation des SI	15 actions suivies	actions exécutées	30 juin 2026

Source : DINUM ; Observatoire de l'accessibilité ; ministère de l'Intérieur ; Plateforme des données de santé ; règlement (UE) 2024/1183 ; DGFiP ; Matignon

NOS AFFIRMATIONS

« Nous publierons ce tableau de bord à chaque mise à jour : un objectif sans indicateur public n'est qu'une intention. »

22 Questions fréquentes

1. La France est-elle en retard sur l'administration numérique ?

Non sur l'usage : FranceConnect et France Identité figurent parmi les dispositifs les plus utilisés d'Europe. Oui sur l'interconnexion des données, l'accessibilité et la sécurité, où les objectifs officiels ne sont pas atteints.

2. Qui pilote réellement le numérique de l'État ?

La DINUM, bientôt ARIANE, fixe les normes et opère les briques communes ; les ministères gardent leurs budgets et leurs choix. La réforme de 2026 renforce les pouvoirs de l'autorité centrale (validation des nominations, revue des achats).

3. Combien l'État dépense-t-il pour son numérique ?

4,2 milliards d'euros par an hors opérateurs selon le Gouvernement ; aucun document ne consolide les dépenses des opérateurs (Assurance maladie, CAF, France Travail).

4. Les données des citoyens sont-elles centralisées ?

Non : le modèle français est fédéré. Les données restent dans les bases de chaque administration et circulent par API sur habilitation, dans le cadre de l'article L. 114-8 du code des relations entre le public et l'administration.

5. Quelle place l'État donne-t-il à l'intelligence artificielle ?

Un socle commun (Albert API, Assistant IA) destiné aux tâches des agents : rédaction, synthèse, transcription. L'expérimentation porte sur 10 000 agents. Les rapports de la DINUM n'évoquent pas l'usage de l'IA pour développer, tester ou sécuriser les logiciels de l'État.

6. L'identité numérique est-elle obligatoire ?

Non : France Identité est gratuite et facultative, et le droit européen interdit de faire du portefeuille d'identité un passage obligé.

7. Que se passe-t-il pour les personnes éloignées du numérique ?

Elles peuvent s'appuyer sur 2 865 France Services et sur une alternative non numérique que les administrations doivent afficher. Le budget de l'inclusion numérique a cependant été réduit en 2026.

NOS AFFIRMATIONS

« Nous répondons à l'objection du « tout numérique » par un principe simple : le bon indicateur n'est pas le nombre d'utilisateurs d'une application, mais le nombre de personnes qui obtiennent les droits auxquels elles peuvent prétendre. »

23 Les chiffres à retenir

Quinze chiffres

Chiffre	Signification	Source
45 M+	utilisateurs de FranceConnect (mai 2026)	DINUM
1 800+	services accessibles via FranceConnect	DINUM
4 M	utilisateurs de France Identité (mars 2026)	Intérieur
79 500	procurations entièrement en ligne aux municipales 2026	Intérieur
4,2 Md€	dépenses numériques annuelles de l'État hors opérateurs	Gouvernement
4,53 Md€	coût des 59 grands projets suivis en 2025 (3,31 Md€ en 2024)	DINUM
58 461	ETP dans le numérique public (2022)	IGF-CGE
5 mois	durée moyenne de vacance d'un poste numérique	IGF-CGE
10 000	agents testeurs de l'Assistant IA, pour un million d'utilisateurs du réseau de l'État	DINUM
55 M€	investis en 9 ans dans deux clouds publics sous-utilisés	Cour des comptes
6,5 %	démarches essentielles entièrement accessibles (mars 2026)	Observatoire
99	violations de données signalées en deux mois (2026)	ANSSI
700 000	personnes exposées par le piratage de la DGFiP	ANSSI
27 %	des 16-74 ans aux compétences numériques faibles	Insee
2 865	France Services ouvertes (mai 2026)	Sénat

Source : voir la liste des sources

NOS AFFIRMATIONS

« À ceux qui disent que la France n'a pas de stratégie numérique : nous répondons qu'elle a toutes les pièces du puzzle et qu'il lui manque la décision de les assembler. »

« À ceux qui disent que tout va bien : nous répondons 6,5 % d'accessibilité et 99 fuites de données en deux mois. »

Lexique des sigles

Sigle	Signification
ANCT	Agence nationale de la cohésion des territoires
ANSSI	Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information
ANTS	Agence nationale des titres sécurisés, devenue France Titres
API	Interface de programmation (échange automatisé de données entre systèmes)
ARIANE	Autorité nationale pour le numérique et l'intelligence artificielle de l'État (en préfiguration)
CNIe	Carte nationale d'identité électronique
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés
CRPA	Code des relations entre le public et l'administration
DGAFP	Direction générale de l'administration et de la fonction publique
DGFiP	Direction générale des finances publiques
DINUM	Direction interministérielle du numérique
DITP	Direction interministérielle de la transformation publique
DLNUF	« Dites-le-nous une fois »
eIDAS	Règlement européen sur l'identification électronique et les services de confiance
ETP	Équivalent temps plein
EUDI	Portefeuille européen d'identité numérique
IGF / CGE	Inspection générale des finances / Conseil général de l'économie
RGAA	Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité
RIE	Réseau interministériel de l'État
SecNumCloud	Qualification de sécurité des offres de cloud délivrée par l'ANSSI
SGDSN	Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale
SREN	Loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (2024)

Sources

Institutions de contrôle et rapports publics

- Cour des comptes, Le pilotage de la transformation numérique de l'État par la DINUM, juillet 2024 — https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-pilotage-de-la-transformation-numerique-de-letat-par-la-direction
- Cour des comptes, Mieux suivre et valoriser les gains de productivité de l'État issus du numérique, janvier 2025 — https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2025-01/20250121-S2024-1570_Mieux-suivre-et-valoriser-les-gains-de-productivite-de-lEtat-issus-du-num--rique.pdf
- Cour des comptes, Les enjeux de souveraineté des systèmes d'information civils de l'État, octobre 2025 (synthèse Banque des Territoires) — https://www.banquedesterritoires.fr/souverainete-numerique-la-cour-des-comptes-denonce-labsence-de-strategie
- IGF-CGE, Les ressources humaines de l'État dans le numérique, janvier 2023 — https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/290132.pdf
- Défenseur des droits, rapport annuel 2025 — https://www.defenseurdesdroits.fr/la-defenseure-des-droits-publie-son-rapport-annuel-pour-lannee-2025-1108
- Défenseur des droits, Dématérialisation des services publics : trois ans après, 2022 — https://www.defenseurdesdroits.fr/rapport-dematerialisation-des-services-publics-trois-ans-apres-ou-en-est-265
- Sénat, réponse ministérielle sur France Services, mai 2026 — https://www.senat.fr/questions/base/2025/qSEQ251006509.html
- Assemblée nationale, audition de la directrice de la Plateforme des données de santé, avril 2026 — https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/CRCANR5L17S2026PO878304N033.html

Gouvernement et opérateurs

- DINUM, *Rapport annuel 2024* (dépôt légal septembre 2025), 36 pages.
- DINUM, *Rapport annuel 2025* (dépôt légal février 2026), 32 pages.
- DINUM, FranceConnect fête ses 10 ans, mai 2026 — https://www.numerique.gouv.fr/actualites/franceconnect-10-ans-identite-numerique-francais/
- DINUM, FranceConnect franchit le cap des 40 millions, juin 2024 — https://www.numerique.gouv.fr/actualites/franceconnect-franchit-le-cap-des-40-millions-de-citoyens-connectes-en-juin-2024/
- Ministère de la transformation publique, 30 millions d'utilisateurs de FranceConnect, 2021 — https://www.transformation.gouv.fr/ministre/actualite/30-millions-dutilisateurs-ont-adopte-franceconnect
- Ministère de l'Intérieur, France Identité : 4 millions d'utilisateurs, 2026 — https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiques-de-presse/france-identite-deja-4-millions-dutilisateurs-et-acceleration-des-usages-pour-simplifier-quotidien
- Ministère de l'Intérieur, FranceConnect+ intègre France Identité, juillet 2024 — https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiques-de-presse/franceconnect-integre-france-identite-pour-offrir-plus-de-choix-et
- France Titres et partenaires, protocole pour le portefeuille européen, août 2026 — https://www.idakto.com/wp-content/uploads/2026/08/mou-france-titres-eudi-wallet-aout-2026.pdf
- Matignon, Protection des données des Français, 15 août 2026 — https://www.info.gouv.fr/communique/protection-des-donnees-des-francais-l-etat-poursuit-une-strategie-acceleree-de-securisation
- API Particulier, foire aux questions — https://particulier.api.gouv.fr/faq
- data.gouv.fr, panorama des grands projets numériques de l'État — https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/panorama-des-grands-projets-numeriques-de-letat/
- Commission européenne, identité numérique européenne — https://commission.europa.eu/topics/digital-economy-and-society/european-digital-identity_en
- Nations unies, E-Government Survey 2024 — https://publicadministration.un.org/egovkb

Presse spécialisée (comptes rendus de données publiques)

- Acteurs publics, la DINUM a contrôlé 59 projets pour 4,53 Md€ en 2025, 12 juin 2026 — https://acteurspublics.fr/articles/le-cout-total-des-projets-numeriques-controles-par-la-dsi-de-letat-a-augmente-de-20-en-2025/

- Acteurs publics, annonce de la fusion de la DINUM et de la DITP, 30 avril 2026 — https://acteurspublics.fr/articles/letat-annonce-la-fusion-prochaine-de-la-dinum-et-la-ditp/
- Acteurs publics, les pouvoirs de la future autorité, octobre 2026 — https://acteurspublics.fr/articles/la-nouvelle-dsi-de-letat-va-voir-ses-pouvoirs-en-matiere-de-gouvernance-selargir/
- Acteurs publics, accessibilité des services numériques, 3 avril 2026 — https://acteurspublics.fr/articles/les-services-publics-numeriques-accusent-dun-grand-retard-sur-laccessibilite/
- Acteurs publics, nouvelle méthode d'évaluation des démarches — https://acteurspublics.fr/articles/dematerialisation-des-demarches-une-nouvelle-methode-devaluation-pour-gagner-en-qualite
- Acteurs publics, tour de France de la DINUM, février 2026 — https://acteurspublics.fr/articles/la-dinum-lance-son-tour-de-france-de-la-transformation-numerique-des-territoires/
- Banque des Territoires, dépendances numériques de l'État (4,2 Md€, ARIANE), 2026 — https://www.banquedesterritoires.fr/dependances-numeriques-de-letat-le-gouvernement-promeut-sa-cure-de-desintoxication
- Banque des Territoires, Health Data Hub et SecNumCloud — https://www.banquedesterritoires.fr/dependances-numeriques-health-data-hub-et-secnumcloud-au-menu-de-la-commission-denquete
- Banque des Territoires, REACTIV et fuites de données, octobre 2026 — https://www.banquedesterritoires.fr/un-cybermois-place-sous-le-signe-des-fuites-de-donnees-la-discussion-autour-de-nis2-de-nouveau
- Banque des Territoires, France Identité : 4 millions d'utilisateurs, mars 2026 — https://www.banquedesterritoires.fr/france-identite-franchit-le-cap-des-4-millions-dutilisateurs
- Banque des Territoires, feuille de route IA de la fonction publique, janvier 2026 — https://www.banquedesterritoires.fr/en-2026-le-ministere-de-la-fonction-publique-promet-daccelerer-sur-lia
- Le Monde informatique, l'État réorganise sa stratégie numérique avec ARIANE — https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-l-etat-reorganise-sa-strategie-numerique-avec-ariane-100233.html
- Maire-info, l'illectronisme selon l'Insee, 25 février 2026 — https://www.maire-info.com/lillectronisme-peine-toujours-%C3%A0-reculer-selon-linsee-article2-30521
- Siècle Digital, bilan de la Suite numérique, décembre 2025 — https://siecledigital.fr/2025/12/01/suite-numerique-letat-accelere-sa-revolution-tech-avec-une-alternative-souveraine-aux-geants-americains/
- Journal du Geek, Visio remplace Teams et Zoom, janvier 2026 — https://www.journaldugeek.com/2026/01/31/letat-va-se-passer-de-teams-et-zoom-avec-lapp-souveraine-visio/
- Journal du Geek, piratage de l'ANTS, mai 2026 — https://www.journaldugeek.com/2026/05/04/piratage-de-lants-11-millions-de-francais-pirates-le-gouvernement-annonce-une-mesure-radicale/
- IT-Connect, faille Metabase à l'ANSSI et à la DINUM, octobre 2026 — https://www.it-connect.fr/anssi-dinum-fuite-donnees-metabase/
- IT-Connect, le Health Data Hub confié à Scaleway, 2026 — https://www.it-connect.fr/la-france-remplace-microsoft-par-scaleway-pour-heberger-les-donnees-de-sante/
- Presse-citron, 149 plateformes agréées au 1er septembre 2026 — https://www.presse-citron.net/facturation-electronique-entre-vigueur-aujourdhui-voici-149-plateformes-agreees-france/
- Didit, suivi du portefeuille européen par pays, 6 octobre 2026 — https://didit.me/fr/blog/eudi-wallet-launch-by-country
- Biometric Update, Diia en open source et Trembita, 2024 — https://www.biometricupdate.com/202403/ukrainian-digital-id-app-diia-goes-open-source
- GovInsider, X-Road en Estonie — https://govinsider.asia/intl-en/article/estonias-x-road-data-exchange-in-the-worlds-most-digital-society

ÉLYSÉE CONSEILS

Élysée Conseils est un think tank citoyen qui rédige le Projet 2027, programme présidentiel open source mis à la disposition de tous les candidats. Vos remarques et compléments : **mesidees@elysee-conseils.fr** — www.elysee-conseils.fr